

ARTHUR RUTISHAUSER

Rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

Arthur RUTISHAUSER, rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

Je vous souhaite à tous la bienvenue. Je suis très honoré d'avoir ici cet éminent groupe composé de certains des dirigeants les plus respectés des banques centrales du monde. Nous avons M. Trichet, ancien président de la BCE, le président de la Banque nationale de Pologne, M. Belka, Jacob Frenkel, qui a été pendant longtemps le gouverneur de la Banque d'Israël et Mugur Isărescu, gouverneur de la banque centrale de Roumanie.

Pendant que je préparais cette session, je réfléchissais à la discussion que nous avons eue sur les banques centrales en termes d'assouplissement quantitatif et autres aspects liés, mais avec les événements dramatiques en Europe et dans le monde entier, j'aimerais ouvrir cette session en posant une question à M. Trichet. Quand j'ai entendu la nouvelle des attaques terroristes au Mali, j'ai voulu savoir de la part de quelqu'un qui a une grande expérience en économie s'il pense que les attaques terroristes nous avons vues en Europe vont avoir un impact sur les économies européennes et mondiales.

Jean-Claude TRICHET, ancien président, BCE

Nous sommes loin du monde des banques centrales avec cette question, mais je vais répondre ! D'après ce que j'ai pu comprendre, après les attaques du même type qui ont eu lieu à Madrid, Londres et ailleurs dans le monde, nous avons – et avons toujours eu – un impact immédiat, qui n'était bien sûr pas négligeable, sur la confiance, sur l'attitude d'ensemble des agents économiques en général, les ménages et les entreprises. Cependant, dans les cas que j'ai évoqués, ce phénomène semble avoir été transitoire et ne pas avoir duré longtemps, si bien sûr les mesures nécessaires ont été prises, et que la volonté des peuples et des autorités concernés est telle que la confiance s'en trouve recréée, ce qui, je suppose, va être le cas, même si ce que nous avons observé était particulièrement dramatique et bouleversant.

Le fait que nous ayons un nouveau phénomène de ce genre en Afrique, avec les 170 otages du Mali, ne fait qu'ajouter à l'émotion, mais encore une fois, c'est un phénomène mondial, un défi mondial et un ennemi mondial qui se cristallise dans de nombreux points du globe. C'est vraiment mondial. Encore une fois, d'après moi, ce phénomène aura un impact, mais transitoire et nous sortirons, comme ce fut le cas dans le passé, de cette période transitoire avec un niveau de confiance approprié.

Arthur RUTISHAUSER, rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

M. Frenkel, vous avez une grande expérience de ce genre d'événements en Israël, et vous voyez les gouvernements dépenser plus d'argent dans la défense. Cela a un impact sur la stabilité d'un pays. Pensez-vous que cela va disparaître rapidement, comme l'a dit M. Trichet, ou pensez-vous que cela aura un impact sur plusieurs années ?

Jacob FRENKEL, président de JPMorgan Chase International et président du conseil d'administration du Groupe des Trente (G-30), ancien gouverneur de la Banque d'Israël

La réponse dépend de ce qui va être fait. La réalité concernant l'impact immédiat de ce genre d'atrocités, c'est qu'il y a le coût humain bien sûr, que nous ne devons jamais sous-estimer, mais quand nous allons vers la vision macro, la vision mondiale en elle-même, ce n'est pas dramatique au point que la croissance des économies en elle-même va s'en trouver altérée. Ce qui est important, c'est que dans certaines circonstances, certains secteurs subiront un impact plus important, en particulier le tourisme, et si on regarde l'Égypte, c'est un problème très important. Cependant, comme Jean-Claude Trichet, j'ai le sentiment que nous ne devrions pas seulement envisager la situation comme un défi mais aussi comme une opportunité.



C'est une opportunité extraordinaire d'exercer et de démontrer le leadership ; s'il existe un leadership qui reconnaît qu'on ne parle pas d'un phénomène local mais bien d'un phénomène mondial, et qui reconnaît qu'un phénomène mondial doit être géré avec une perspective mondiale et une solidarité mondiale, quelque chose de positif pourrait en résulter. C'est une réalité terrible, mais il n'y a aucun doute dans mon esprit que si cette réalité est gérée de façon appropriée, elle recevra l'attention adéquate. Cela ne deviendra pas un problème macro, mais la résolution doit avoir une approche macro.

Arthur RUTISHAUSER, rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

D'après ce que je comprends en suivant l'actualité, avec toutes les crises des réfugiés en Europe, la discussion à propos de la stabilité de l'euro a un peu reculé. Est-ce simplement une impression, ou est-ce une idée que vous partagez ? J'aimerais poser cette question à M. Belka, dont le pays n'utilise pas la monnaie européenne. Pensez-vous que la crise de l'euro a maintenant disparu, ou simplement les informations sur cette crise ?

Marek BELKA, président de la Banque nationale de Pologne

Je préférerais les appeler les problèmes de la zone euro plutôt que les problèmes de l'euro, et ils n'ont pas disparu, mais ils ont été momentanément réduits par la crise des réfugiés et en particulier la crise issue de la menace terroriste sur l'Europe, mais qui ne se limite pas à l'Europe. Par conséquent, nous devons gérer les réfugiés et le terrorisme, mais les problèmes avec la Grèce et les questions fondamentales de la stabilité de la zone euro ou de la durabilité de la monnaie européenne n'ont pas disparu.

Arthur RUTISHAUSER, rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

Est-ce que c'est une impression que vous avez en Roumanie également ?

Mugur ISĂRESCU, gouverneur de la Banque nationale de Roumanie, ancien Premier ministre, Roumanie

C'est plus ou moins le cas. Je pourrais dire que la crise des réfugiés n'a fait que s'ajouter à plusieurs problèmes existants dans la zone euro. Je me souviens quand le professeur Issing a dit il y a plusieurs années que l'euro est un projet inachevé, qui ne tient que sur un pilier de la politique monétaire. Les deux autres piliers (une politique fiscale commune et une plus grande coopération politique) sont absolument nécessaires pour un euro stable.

La perception roumaine est un peu similaire. Nous aimerions entrer dans la zone euro et nous avons essayé de nous aligner avec les critères de Maastricht, mais nous avons compris, en particulier à cause de la crise grecque, que la convergence nominale n'est pas suffisante et que la durabilité de la convergence nominale est essentielle, ce qui signifie qu'il faut un niveau suffisant de convergence réelle. Par conséquent, nous devons attendre le moment où nous serons mieux préparés et où la zone euro sera dans un meilleur état.